

Commune de VILLARD-SUR-DORON

Compte-rendu du Conseil Municipal

Lundi 27 juillet 2020

Étaient présents : Monsieur Emmanuel HUGUET, maire, Monsieur Jean-Noël BERTHOD, Monsieur Vincent DIEUDONNE, Madame Marie-France DEVILLE-CAVELLIN, Monsieur Thomas BRAY, Madame Nathalie BEDOGNI, Madame Thérèse VALENTE, Monsieur Bruno POLLET, Monsieur Romain CANTON, Madame Isabelle CLEMENT, Madame Lucile DUBOS, Monsieur Patrick DEVILLE-CAVELLIN, Monsieur Hadrien PICQ, Madame Christelle MASSON

Était absente : Madame Sigrid PELISSET (pouvoir à Lucile DUBOS)

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Emmanuel HUGUET, Maire.

Madame Thérèse VALENTE est désignée en qualité de secrétaire par le conseil municipal (art. L. 2121-15 du C.G.C.T.)

Le compte-rendu des séances du conseil du 30 juin 2020 et du 7 juillet 2020 est approuvé à l'unanimité par les membres du conseil municipal.

Monsieur le maire indique que la délibération concernant la modification de la délégation du conseil municipal au maire est reportée à une séance ultérieure.

Monsieur le maire présente Monsieur Olivier REYDELLET, nouveau directeur de la SAEM Les Saisies Villages Tourisme. Il lui donne la parole afin de présenter le projet d'avenant à la DSP SAEM/ SIVOM des Saisies.

Monsieur Olivier REYDELLET évoque la situation financière de la SAEM et la nécessité de conclure un avenant à la DSP pour rééquilibrer le déficit de la structure.

Monsieur le maire remercie Monsieur Olivier REYDELLET pour son intervention.

Monsieur Vincent DIEUDONNE présente le cahier des charges de l'agrandissement de l'école dans le cadre d'un projet souhaité et soutenu par l'équipe enseignante, et rendu nécessaire par une augmentation des effectifs et l'absence de travaux d'envergure depuis plusieurs années.

Ce projet est devenu une nécessité pour l'accueil de nos enfants et le travail de l'équipe pédagogique. Une concertation commencée dès le début du mandat a d'ores et déjà permis de quantifier précisément les besoins.

La présentation d'une proposition de système de stockage et de partage des fichiers est reportée à une prochaine séance.

Point 1- approbation des comptes de gestion 2019 du trésorier

Chaque année, dans le cadre de la règle de la séparation de l'ordonnateur et du comptable, les comptes de gestion retracent les opérations que le trésorier a effectuées au titre des différents budgets.

Les écritures retracées dans les comptes de gestion sont conformes à celles de la comptabilité administrative au niveau des articles nature et chapitres budgétaires. Il est précisé que les comptes de gestion sont consultables en mairie.

Monsieur le maire présente les comptes de gestion 2019 du trésorier pour les 3 budgets de la collectivité :

- BUDGET PRINCIPAL :

| Budget Principal | Résultat de clôture de l'exercice précédent : 2018 | Part affectée à l'investissement : exercice 2019 | Résultat de l'exercice 2019 | Transfert ou intégration de résultats par opération d'ordre budgétaire | Résultat de clôture de l'exercice 2019 |
|------------------|--|--|-----------------------------|--|--|
| Investissement | -86 002.98 | | 209 485.33 | | 123 482.35 |
| Fonctionnement | 627 088.30 | 162 190.98 | 427 157.64 | | 892 054.96 |

- BUDGET LOTISSEMENT :

| Budget lotissement | Résultat de clôture de l'exercice précédent : 2018 | Part affectée à l'investissement : exercice 2019 | Résultat de l'exercice 2019 | Transfert ou intégration de résultats par opération d'ordre budgétaire | Résultat de clôture de l'exercice 2019 |
|--------------------|--|--|-----------------------------|--|--|
| Investissement | 14 920 | | | | 14 920 |
| Fonctionnement | -3 120 | | 3 060 | | -60 |

- BUDGET EAU :

| Budget eau | Résultat de clôture de l'exercice précédent : 2018 | Part affectée à l'investissement : exercice 2019 | Résultat de l'exercice 2019 | Transfert ou intégration de résultats par opération d'ordre budgétaire | Résultat de clôture de l'exercice 2019 |
|----------------|--|--|-----------------------------|--|--|
| Investissement | | | | | |
| Fonctionnement | 17 520.36 | | -17 698.06 | | -177.40 |

Le conseil municipal approuve à l'unanimité les comptes de gestion 2019 du trésorier.

Point 2- approbation des comptes administratifs 2019 des budgets de la collectivité

Conformément à l'article L 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal arrête les comptes administratifs 2019 des 3 budgets qui lui sont annuellement présentés par le Maire.

Cette année, le Président de la République a promulgué, le 23 mars 2020, la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19. Dans son article 9, la loi d'urgence prévoit un report, jusqu'au 31 juillet 2020, de la date limite d'adoption du budget des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. L'ordonnance relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19, prévoit également ce report ainsi que celui de plusieurs échéances comme l'arrêté du compte administratif de 2019.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres) et présente les résultats comptables de l'exercice.

Monsieur le maire présente le compte administratif des 3 budgets :

- BUDGET PRINCIPAL :

Section de Fonctionnement :

| | Voté | Réalisé |
|----------|--------------|--------------|
| Dépenses | 2 058 815.32 | 1 614 709.33 |
| Recettes | 1 593 918.00 | 2 041 866.97 |

Excédent 2019 + 427 157.64 €
 Excédent reporté au Fonctionnement en 2018 + 464 897.32 €
Soit un Excédent cumulé 2019 + 892 054.96 €

Section d'Investissement :

| | Voté | Réalisé |
|----------|--------------|--------------|
| Dépenses | 1 173 968.50 | 949 283.82 |
| Recettes | 1 259 971.48 | 1 158 769.15 |

| | |
|--|----------------------|
| Excédent 2019 | + 209 485.33 € |
| Déficit reporté à l'investissement en 2018 | - 86 002.98 € |
| Solde des Restes à Réaliser 2019 | - 153 875.40 € |
| DEFICIT 2019 couvert par l'excédent de Fonctionnement | - 30 393.05 € |

AFFECTATION de l'excédent de FONCTIONNEMENT reporté + 861 661.91 €

- BUDGET LOTISSEMENT :

Section de Fonctionnement :

| | Voté | Réalisé |
|----------|---------|-----------|
| Dépenses | 121 000 | 70 363.46 |
| Recettes | 124 120 | 73 423.46 |

| | |
|---|------------------|
| Excédent 2019 | + 3 060.00 € |
| Déficit reporté au Fonctionnement en 2018 | - 3 120.00 € |
| Soit un déficit cumulé 2019 | - 60.00 € |

Section d'Investissement :

| | Voté | Réalisé |
|----------|---------|-----------|
| Dépenses | 121 060 | 70 363.46 |
| Recettes | 106 140 | 70 363.46 |

| | |
|---|--------------------|
| Résultat 2019 | 0.00 € |
| Excédent reporté à l'investissement en 2018 | 14 920.00 € |
| Soit un excédent cumulé | 14 920.00 € |

- BUDGET EAU :

Section de Fonctionnement :

| | Voté | Réalisé |
|----------|-----------|-----------|
| Dépenses | 30 173.00 | 21 837.56 |
| Recettes | 12 652.64 | 4 139.50 |

| | |
|--|-------------------|
| Déficit 2019 | -17 698.06 € |
| Excédent reporté au Fonctionnement en 2018 | + 17 520.36 € |
| Soit un déficit cumulé 2019 | - 177.70 € |

Le conseil municipal approuve à l'unanimité les comptes administratifs 2019 des 3 budgets de la collectivité, étant précisé que Monsieur le maire est sorti de la salle et ne prend pas part au vote.

Point 3 – affectations des résultats 2019

Les comptes administratifs 2019 des 3 budgets votés par le conseil municipal, font apparaître les résultats suivants :

- BUDGET PRINCIPAL :

| | RESULTAT CUMULEAU CA 2018 | VIREMENT A LA SI | RESULTAT DE L'EXERCICE 2019 | RESTES A REALISER 2019 | SOLDE DES RESTES A REALISER | CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT |
|--------|---------------------------------|---------------------|-----------------------------------|------------------------------|-----------------------------------|---|
| INVEST | - 86 002,98 € | | 209 485,33 € | 153 875,40 € | - 153 875,40 € | - 30 393,05 € |
| FONCT | 627 088,30 € | 162 190,98 € | 427 157,64 € | | | 892 054,96 € |

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit) de la section d'investissement,

Décide d'affecter le résultat comme suit :

| | |
|---|--------------|
| EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/ 2019 | 892 054,96 € |
| Affectation obligatoire : | |
| A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068) | 30 393,05 € |
| Solde disponible affecté comme suit : | |
| Affectation complémentaire en réserves (c/ 1068) | |
| Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002) | 861 661,91 € |
| Total affecté au c/ 1068 : | 30 393,05 € |
| DEFICIT GLOBAL CUMULE AU 31/12/ 2019 | |
| Déficit à reporter (ligne 002) en dépenses de fonctionnement | |

- BUDGET LOTISSEMENT :

| | RESULTAT CUMULEAU CA 2018 | VIREMENT A LA SI | RESULTAT DE L'EXERCICE 2019 | RESTES A REALISER 2019 | SOLDE DES RESTES A REALISER | CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT |
|--------|---------------------------------|---------------------|-----------------------------------|------------------------------|-----------------------------------|---|
| INVEST | 14 920,00 € | | - € | - € | - € | 14 920,00 € |
| FONCT | - 3 120,00 € | - € | 3 060,00 € | | | - 60,00 € |

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit) de la section d'investissement,

Décide d'affecter le résultat comme suit :

| | |
|---|---------|
| EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/ 2019 | |
| Affectation obligatoire : | |
| A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068) | - € |
| Solde disponible affecté comme suit : | |
| Affectation complémentaire en réserves (c/ 1068) | |
| Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002) | - € |
| Total affecté au c/ 1068 : | - € |
| DEFICIT GLOBAL CUMULE AU 31/12/ 2019 | |
| Déficit à reporter (ligne 002) en dépenses de fonctionnement | 60,00 € |

- BUDGET EAU :

| | RESULTAT CUMULEAU CA 2018 | VIREMENTA LA SI | RESULTAT DE L'EXERCICE 2019 | RESTES A REALISER 2019 | SOLDEDES RESTES A REALISER | CHIFFRES A FRENDR EN COMPTEPOUR L'AFFECTATION DE RESULTAT |
|--------|---------------------------|-----------------|-----------------------------|------------------------|----------------------------|---|
| INVEST | | | - € | | - € | - € |
| FONCT | 17 520,36 € | | - 17 698,06 € | | | - 177,70 € |

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit) de la section d'investissement,

Décide d'affecter le résultat comme suit :

| EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/ 2019 | |
|--|----------|
| Affectation obligatoire : A la couverture d'auto-financement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068) | - € |
| Solde disponible affecté comme suit : Affectation complémentaire en réserves (c/ 1068) Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002) | - € |
| Total affecté au c/ 1068 : | - € |
| DEFICIT GLOBAL CUMULE AU 31/12/ 2019 Déficit à reporter (ligne 002) en dépenses de fonctionnement | 177,70 € |

Le conseil municipal retient à l'unanimité, les propositions ci-dessus exposées concernant l'affectation des résultats.

Point 4 – subventions aux associations communales et d'intérêt communal – exercice 2020

Le conseil municipal procède au vote des subventions comme indiquées ci-dessous au titre de l'exercice 2020, selon le nombre de voix reporté dans le tableau.

| Nature | LIBELLES | Propositions | Pour | Contre | Abs | Non participation |
|--------|---|--------------|------|--------|-----|-------------------|
| 6574 | Anciens combattants | 350 | 15 | | | |
| 6574 | Association école de Villard | 600 | 15 | | | |
| 6574 | Association du service des pistes des Saisies | 500 | 15 | | | |
| 6574 | ACCA | 600 | 15 | | | |
| 6574 | Club des jeunes Le Drabello | 400 | 15 | | | |
| 6574 | Ecomusée de la forêt | 900 | 14 | | | 1 |
| 6574 | APE | 1000 | 12 | | | 3 |
| 6574 | Le bonheur est dans le chant | 500 | 14 | | | 1 |
| 6574 | Les amis de la Croix de Coste | 300 | 15 | | | |
| 6574 | Club des sports des Saisies | 6160 | 11 | | | 4 |
| 6574 | Amicale du personnel des collectivités territoriales du Beaufortain | 300 | 14 | | | 1 |

Point 5 – subventions aux associations d'intérêt territorial – exercice 2020

Le conseil municipal procède au vote des subventions comme indiquées ci-dessous au titre de l'exercice 2020, selon le nombre de voix reporté dans le tableau.

| Nature | LIBELLES | Propositions | Pour | Contre | Abs | Non participation |
|--------|---|--------------|------|--------|-----|-------------------|
| 6574 | Amicale des donneurs du sang du beaufortain | 32 | 15 | | | |
| 6574 | Le bonheur est dans le chant | 16 | 14 | | | 1 |
| 6574 | Football club beaufortain | 80 | 13 | | | 2 |
| 6574 | AAPMA de la vallée du Doron | 16 | 15 | | | |
| 6574 | Yoga en Beaufortain | 96 | 14 | | | 1 |
| 6574 | La cliqueraie | 560 | 13 | | | 2 |
| 6574 | Gymnastique volontaire du beaufortain | 128 | 15 | | | |
| 6574 | Patrimoine beaufortain | 208 | 15 | | | |

Point 6 – adoption des budgets primitifs 2020

Monsieur le maire expose que le Président de la République a promulgué, le 23 mars 2020, la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19. Dans son article 9, la loi d'urgence prévoit un report, jusqu'au 31 juillet 2020, de la date limite d'adoption du budget des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Après avoir pris connaissance du projet de budget travaillé par les membres de la commission des finances, le conseil municipal adopte à l'unanimité les budgets primitifs 2020 comme suit :

Monsieur le maire précise que le budget est voté par nature. Il est proposé de procéder à un vote global au niveau du chapitre.

- BUDGET PRINCIPAL :

| SECTION INVESTISSEMENT | SECTION FONCTIONNEMENT |
|--------------------------|--------------------------|
| Dépenses : 1 375 182.82€ | Dépenses : 2 467 993.19€ |
| Recettes : 1 375 182.82€ | Recettes : 2 467 993.19€ |

- BUDGET LOTISSEMENT :

| SECTION INVESTISSEMENT | SECTION FONCTIONNEMENT |
|------------------------|------------------------|
| Dépenses : 109 454.28€ | Dépenses : 109 514.28€ |
| Recettes : 109 454.28€ | Recettes : 109 514.28€ |

- BUDGET EAU :

| SECTION INVESTISSEMENT | SECTION FONCTIONNEMENT |
|------------------------|------------------------|
| Dépenses : 0€ | Dépenses : 8 000.00€ |
| Recettes : 0€ | Recettes : 8 000.00€ |

Point 7 – modification du cycle de travail des agents des services techniques

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 7-1 ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du comité technique en date du 24/02/2020.

Considérant la nécessité de déterminer les conditions d'exercice du temps de travail des agents des services techniques au sein de la commune de Villard sur Doron,

M. le Maire propose, conformément à l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, d'organiser le temps de travail des agents des services techniques dans les conditions précisées ci-dessous à compter du 05/10/2020.

Champs d'application - Agents concernés

La présente délibération vise à définir les règles qui régissent l'organisation et les conditions d'exécution du travail au sein de la commune de Villard sur Doron.

Sont concernés par les dispositions suivantes les agents titulaires, stagiaires, contractuels, à temps complet, de la catégorie C.

Durée du travail

La durée légale annuelle de travail effectif est de 1 607 heures, incluant la journée de solidarité de 7 heures.

Pour les agents de la commune, la durée du travail d'un emploi à temps complet est fixée à 35h00.

Temps de travail effectif

Le temps de travail s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à leurs occupations personnelles (article 2 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature).

Les absences liées à l'exercice du droit syndical et le temps pendant lequel l'agent suit une formation professionnelle sont considérés comme du temps de travail effectif.

Le temps exclu du temps de travail effectif comprend notamment :

- la pause méridienne, d'une durée de 1h30 pour les agents des services techniques au cours de laquelle l'agent peut vaquer librement à ses occupations ;
- le temps de trajet entre le domicile et le lieu de travail désigné comme tel par l'employeur ;
- les périodes d'astreinte.

Garantie minimales du temps de travail

La réglementation en vigueur (Décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État et Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale) prévoit que l'organisation du travail doit respecter les garanties minimales du temps de travail.

Contrôle du temps de travail

Le chef de service s'assure du respect des cycles de travail de ses agents dans le cadre des dispositions susvisées.

Cycles de travail

Le cycle de travail est la période de référence de l'organisation du temps de travail.

Le cycle de travail des agents des services techniques est organisé en 3 phases:

- cycle hiver sur 21 semaines, de la mi-novembre à la mi-avril,
- cycle été sur 8 semaines, en juin et juillet,
- cycle intersaison sur 23 semaines, soit le reste de l'année.

Cycle hiver :

Le cycle hiver se définit comme suit :

| N° | sem 1 | sem 2 | sem 3 | sem 4 | sem 5 | sem 6 | sem 7 | sem 8 | sem 9 | sem 10 | sem 11 | sem 12 | sem 13 | sem 14 | sem 15 | sem 16 | sem 17 | sem 18 | sem 19 | sem 20 | sem 21 | Total h | mo |
|---------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|------|
| agent 1 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 605 | 28,8 |
| agent 2 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 610 | 29,1 |
| agent 3 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 610 | 29,1 |
| agent 4 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 610 | 29,1 |
| agent 5 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 610 | 29,1 |

Le temps de travail de l'agent 1 s'effectue dans le cadre d'un roulement sur 5 semaines : 1 semaine de 25h et 4 semaines de 30h, soit sur le cycle hiver : 5 semaines à 25h et 16 semaines à 30h (moyenne de 28.81h qui se reproduit tous les 5 ans).

Le temps de travail des agents 2, 3, 4 et 5 s'effectue dans le cadre d'un roulement sur 5 semaines : 1 semaine de 25h et 4 semaines de 30h.

Soit sur le cycle hiver : 4 semaines à 25h et 17 semaines à 30h (moyenne de 29.05).

Les horaires planning sont les suivants :

- semaine à 25h : 7h-12h soit 5h/jour sur 5 jours
- semaine à 30h : 7h30-12h et 13h30-16h30 soit 7.5h/jour sur 4 jours

Cycle été :

Le cycle été se définit comme suit :

| Nb h/ sem | sem 1 | sem 2 | sem 3 | sem 4 | sem 5 | sem 6 | sem 7 | sem 8 | Total h | moy |
|-----------------|---------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------|-----|
| | agent 1 | 32 | 40 | 32 | 40 | 32 | 40 | 32 | | |
| agent 2 | 32 | 40 | 32 | 40 | 32 | 40 | 32 | 40 | 288 | 36 |
| agent 3 | 32 | 40 | 32 | 40 | 32 | 40 | 32 | 40 | 288 | 36 |
| agent 4 | 32 | 40 | 32 | 40 | 32 | 40 | 32 | 40 | 288 | 36 |
| agent 5 | 32 | 40 | 32 | 40 | 32 | 40 | 32 | 40 | 288 | 36 |

Les horaires planning sont les suivants :

Avec un roulement établi sur 2 semaines :

- semaine à 32h sur 4 jours (horaires du lundi au jeudi : 5h30-13h30),
- semaine à 40h sur 5 jours (horaires du lundi au vendredi : 5h30-13h30)

Cycle intersaison :

Le cycle intersaison se définit comme suit :

| Nb h/ sem | sem 1 | sem 2 | sem 3 | sem 4 | sem 5 | sem 6 | sem 7 | sem 8 | sem 9 | sem 10 | sem 11 | sem 12 | sem 13 | sem 14 | sem 15 | sem 16 | sem 17 | sem 18 | sem 19 | sem 20 | sem 21 | sem 22 | sem 23 | total h | moy | |
|-----------------|---------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|------------|-----|----|
| | agent 1 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 920 | 40 |
| agent 2 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 920 | 40 |
| agent 3 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 920 | 40 |
| agent 4 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 920 | 40 |
| agent 5 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 920 | 40 |

Les horaires planning sont les suivants :

- du lundi au vendredi 7h30-12h / 13h30-17h soit 8h/ jour sur 5 jours.

Soit sur l'année, un temps de travail en heures hebdomadaires réparti comme suit :

| Nb h/sem | janvier | | | | | février | | | | | mars | | | | | avril | | | | | mai | | | | | juin | | | | |
|----------|---------|-------|-------|-------|-------|---------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | sem 1 | sem 2 | sem 3 | sem 4 | sem 5 | sem 6 | sem 7 | sem 8 | sem 9 | sem 10 | sem 11 | sem 12 | sem 13 | sem 14 | sem 15 | sem 16 | sem 17 | sem 18 | sem 19 | sem 20 | sem 21 | sem 22 | sem 23 | sem 24 | sem 25 | sem 26 | sem 27 | sem 28 | sem 29 | sem 30 |
| agent 1 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 32 | 40 | 40 |
| agent 2 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 32 | 40 | 40 |
| agent 3 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 32 | 40 | 40 |
| agent 4 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 32 | 40 | 40 |
| agent 5 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 | 25 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 32 | 40 | 40 |

| Mois | juillet | | | | | août | | | | | septembre | | | | | octobre | | | | novembre | | | | décembre | | | | | | | | |
|----------|---------|----|----|----|----|------|----|----|----|----|-----------|----|----|----|----|---------|----|----|----|----------|----|----|----|----------|----|----|----|----|----|----|----|----|
| | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 |
| Agents 1 | 25 | 40 | 32 | 40 | 32 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| Agents 2 | 32 | 40 | 32 | 40 | 32 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| Agents 3 | 32 | 40 | 32 | 40 | 32 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| Agents 4 | 32 | 40 | 32 | 40 | 32 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| Agents 5 | 32 | 40 | 32 | 40 | 32 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |

Les agents effectuent leur temps de travail en respectant la plage fixe correspond aux heures pendant lesquelles les agents doivent être présents à leur poste.

Les plages fixes sont arrêtées comme suit :

Cycle hiver :

Semaine à 25h : 7h00-12h00

Semaine à 30h :

- matin : 7h30-12h00
- après-midi : 13h30-16h30

La pause méridienne devra être prise obligatoirement entre 12h00 et 13h30.

Cycle été :

- matin : 5h30 à 13h30

Intersaison :

- matin : 7h30 à 12h00

- après-midi : 13h30 à 17h00

La pause méridienne devra être prise obligatoirement entre 12h00 et 13h30.

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le dispositif évoqué ci-dessus portant définition, durée et organisation du temps de travail des agents des services techniques de la commune.

Point 8 – instauration de la journée de solidarité pour les agents des services techniques

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 modifiée relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, notamment son article 6 ;

Vu l'article L. 3133-7 du Code du travail,

Vu l'avis du comité technique en date du 24 février 2020,

Le Maire rappelle qu'il appartient à l'assemblée délibérante d'instituer une journée de solidarité pour l'ensemble du personnel, en vue d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées.

Il précise que les fonctionnaires et les agents contractuels travailleront donc un jour de plus (7 heures) sans rémunération supplémentaire (portant la durée annuelle du travail à 1607 heures) pour les agents travaillant à temps complet. Ces 7 heures à effectuer seront proratisées par rapport au temps de travail pour les agents employés à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel.

Ces 7 heures ne peuvent pas faire l'objet d'un repos compensateur et ne s'imputent pas sur le contingent d'heures supplémentaires. Toutefois, si le rythme de travail du jour de l'accomplissement de la journée de solidarité implique une durée quotidienne de travail supérieure à 7 heures, les heures effectuées au-delà du contingent de la journée de solidarité seront des heures supplémentaires et devront être, soit récupérées, soit rémunérées, au choix de l'autorité territoriale.

Le Maire, compte tenu du cycle de travail des agents des services techniques ainsi que des nécessités de service, propose d'instaurer cette journée de solidarité selon la modalité suivante :

- le nombre d'heures supplémentaires sera diminué d'une journée de 7 heures pour les salariés à temps complet et réduite proportionnellement pour les salariés à temps non-complet. »

Il précise que conformément à la loi du 30 juin 2004, il a saisi le Comité Technique Paritaire pour que préalablement à la décision du conseil, il donne son avis sur les modalités d'application d'instauration de cette journée de solidarité.

Sauf décision expresse de l'Assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité Technique Paritaire, ces dispositions seront reconduites tacitement d'année en année.

Le conseil municipal accepte à l'unanimité les propositions du Maire.

Point 9 – modification du régime d'astreintes d'exploitation pour le déneigement

Monsieur le maire rappelle au conseil municipal qu'une astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin de pouvoir intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. La durée de cette intervention est considérée comme un temps de travail effectif, ainsi que le déplacement aller/retour sur le lieu de travail.

Monsieur le maire précise qu'il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer après avis du comité technique compétent, les cas auxquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Monsieur le maire propose :

- de recourir à des astreintes d'exploitation pendant la période de viabilité hivernale qui s'organise sur la saison d'hiver, sur une période continue de 21 semaines, soit de mi-novembre à mi-avril.

Une astreinte est mise en place tous les ans au sein de l'équipe des services techniques dans le cadre de la viabilité hivernale, pour permettre le salage et le déneigement des voiries communales.

Placée sous l'autorité du responsable des services techniques, elle comprend 5 agents des services techniques dont l'un d'entre eux a la responsabilité de l'astreinte toutes les 5 semaines.

Le responsable d'astreinte est chargé de la surveillance nocturne de l'état des voies, selon les conditions météorologiques : Il sort ainsi faire des tournées des voies communales pour surveiller l'état des chaussées et adapte le dispositif d'intervention en conséquence (déploiement des chauffeurs en astreinte déneigement).

Les chauffeurs sont en astreinte les 4 autres semaines et interviennent sur déclenchement du responsable d'astreinte.

Il s'agit d'une astreinte 6 jours/ 7 par semaine pour des interventions en dehors des heures normales de travail.

Le responsable d'astreinte est d'astreinte du samedi 3h au vendredi suivant 12h soit 7 jours consécutifs encadrés par un jour de repos avant et après la période

Les chauffeurs sous astreinte sont déclenchés en fonction des besoins, en semaine et le week-end, par le responsable d'astreinte pour débiter les opérations de déneigement à partir de 4h30 (départ du garage communal).

Si les conditions météorologiques prévoient des conditions neigeuses, le responsable d'astreinte débute sa mission à 3h. Si nécessaire selon les secteurs, il contacte les chauffeurs d'astreinte par téléphone, pour une intervention débutant à partir de 4h30 au garage.

En cas de situation météorologique favorable, le responsable d'astreinte débute sa mission à 5h. Après sa patrouille, il effectue le salage si nécessaire.

Pendant les horaires de travail du service technique (7h30 à 12h et 13h30 à 16h30), la viabilité hivernale est placée sous la responsabilité du responsable des services techniques qui a recours aux agents des services techniques en astreinte déneigement.

Afin d'optimiser les ressources humaines et de rendre plus efficient le déneigement aux heures les plus fréquentées, l'organisation du déneigement est d'une manière générale, privilégiée dans le créneau 4h30-16h30.

Les moyens mis à disposition des agents d'astreinte sont les suivants : téléphone et véhicule d'astreinte adapté, matériel de première urgence mis à disposition dans le véhicule, liste des numéros de téléphone des services d'urgence et des responsables communaux à joindre en cas de décisions importantes.

- de fixer la liste des emplois concernés comme suit :
L'astreinte concerne l'équipe des 5 agents des services techniques (filière technique - cadre d'emploi des adjoints techniques et agent de maîtrise).

- de fixer les modalités de paiement ou de compensation des astreintes et des interventions comme suit :

Paiement ou compensation des périodes d'astreintes: indemnisation uniquement

Paiement ou compensation des interventions : indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) ou modalités de récupération des heures d'intervention des agents dans la limite maximale de 3 semaines de récupération/ an (4 semaines pour le cas particulier d'un agent) au libre choix des agents

Paiement ou compensation du déplacement aller/ retour sur le lieu de travail (forfait estimé à un quart d'heure/ trajet) : IHTS ou modalités de récupération dans la limite de 105 heures/ an/ agent (140 heures pour le cas particulier d'un agent) au libre choix des agents

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le recours aux astreintes pour les agents de la filière technique, dans les conditions susvisées.

Point 10 – recrutement d'un agent non titulaire sur l'emploi permanent d'ATSEM sur le fondement e l'article 3-3 3° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les emplois permanents sont créés par l'organe délibérant, conformément aux dispositions de l'article 34 de la loi n°84-53 du 26.01.1984 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Le conseil municipal a créé un emploi permanent d'ATSEM à temps non complet par délibération en date du 27 juin 1981.

Par délibération en date du 7 novembre 2019, le tableau des emplois permanents a été mis à jour, précisant la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi : 29/ 35èmes et le grade correspondant à l'emploi : agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles relevant de la catégorie C.

Par délibération en date du 24 juin 2019, le conseil municipal a autorisé le recours à un agent contractuel sur l'emploi permanent d'ATSEM dans les conditions fixées par l'article 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Le contrat a été conclu pour une durée déterminée de 1 an, soit du 28 aout 2019 au 27 aout 2020, sa durée pouvant être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir au terme de la première année.

Dans la perspective de la fin de contrat sur emploi permanent précité, une déclaration de vacance d'emploi a été effectuée auprès du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Savoie. Une publication de l'avis de vacance d'emploi est intervenue et la collectivité a lancé la procédure de recrutement prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988.

Il est donc proposé à l'assemblée, que l'emploi permanent d'ATSEM à temps incomplet puisse être occupé à compter du 28 aout 2020 par un agent contractuel dans les conditions fixées par l'article 3-3-3° de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée (maximum 3 ans renouvelable dans la limite maximale de 6 ans).

Le conseil municipal confirme à l'unanimité, l'existence au tableau des effectifs d'un emploi permanent à temps non complet d'ATSEM principal de 2ème classe (29/35ème) et autorise le recours à un agent contractuel sur l'emploi permanent à temps non complet d'ATSEM principal de 2ème classe dans les conditions fixées par l'article 3-3-3° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

Le contrat sera conclu pour une durée déterminée maximale de trois ans renouvelable par reconduction expresse dans la limite d'une durée maximale de six ans, à compter du 28 aout 2020. A l'issue de cette durée de six ans, si ce contrat est reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Point 11 – établissement de la liste de proposition des personnes appelées à siéger à la commission communale des impôts directs (CCID)

Monsieur le maire expose dans chaque commune, il est institué une commission communale des impôts directs composée de sept membres, savoir : le maire ou l'adjoint délégué, président, et six commissaires.

Les commissaires doivent être de nationalité française ou ressortissants d'un État membre de l'Union européenne, être âgés de 18 ans révolus, jouir de leurs droits civils, être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune, être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

Peuvent participer à la commission communale des impôts directs, sans voix délibérative, les agents de la commune, dans la limite suivante: un agent pour les communes dont la population est inférieure à 10 000 habitants.

Les commissaires ainsi que leurs suppléants en nombre égal sont désignés par le directeur départemental des finances publiques sur une liste de contribuables, en nombre double, remplissant les conditions sus-énoncées, dressée par le conseil municipal.

La désignation des commissaires et de leurs suppléants est effectuée de manière que les personnes respectivement imposées à la taxe foncière, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises soient équitablement représentées.

La durée du mandat des membres de la commission communale des impôts directs est la même que celle du mandat du conseil municipal.

Le conseil municipal établit à l'unanimité la liste de proposition des personnes appelées à siéger à la commission communale des impôts directs.

Point 12 – représentation au sein d'associations et organismes extérieurs

Monsieur le maire expose :

Conformément à l'article L2121-33 du Code général des collectivités territoriales, le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Le conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour ces nominations et procède à l'unanimité aux désignations des membres ou des délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs comme suit :

| Associations ou organismes extérieurs | Membres titulaires | Membres suppléants |
|--|---------------------------|-------------------------------|
| AAB (association d'animation du Beaufortain) | Thérèse VALENTE | Lucile DUBOS |
| ACCA (association communale de chasse agréée) | Hadrien PICQ | Jean-Noël BERTHOD |
| ADMR (association d'aide à domicile en milieu rural) | Nathalie BEDOGNI | Isabelle CLEMENT |
| Anciens combattants | Bruno POLLET | Romain CANTON |
| APCASS (association des propriétaires de la station des Saisies) | Jean-Noël BERTHOD | Patrick DEVILLE-CAVELLIN |
| APE (association des parents d'élèves) | Lucile DUBOS | Romain CANTON |
| Le bonheur est dans le chant | Patrick DEVILLE-CAVELLIN | Nathalie BEDOGNI |
| Club des aînés Croix de Coste | Isabelle CLEMENT | Hadrien PICQ |
| Club des jeunes | Hadrien PICQ | Patrick DEVILLE-CAVELLIN |
| Club des sports des Saisies | Christelle MASSON | Thomas BRAY |
| CNAS (comité national d'action sociale) | Nathalie BEDOGNI | Marie France DEVILLE-CAVELLIN |
| CVSEB (Comité de Vigilance de la Station Épuration du Beaufortain) | Thérèse VALENTE | |

| | | |
|--|-------------------|--------------------------|
| Ecomusée de la forêt | Sigrid PELISSET | Isabelle CLEMENT |
| GIDA (groupement intercommunal de développement communal) du Beaufortain | Hadrien PICQ | Lucile DUBOS |
| Villard café | Nathalie BEDOGNI | Patrick DEVILLE-CAVELLIN |
| Villard animation | Lucile DUBOS | Hadrien PICQ |
| Villard notre village | Vincent DIEUDONNE | Emmanuel HUGUET |

Point 13 – forêt communale – état d’assiette pour la campagne 2021

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la lettre de M. le directeur de l’agence de Savoie de l’Office National des Forêts, concernant les coupes à asseoir en 2021 en forêt communale relevant du Régime Forestier.

Dans le cadre d’une stratégie de crise 2020/2021, la proposition d’état d’assiette 2021 proposée tient compte des orientations suivantes :

- Pour les coupes de résineux blancs, de belle qualité et autres cas particuliers : contrat d’approvisionnement de bois façonné ;
- Pour les coupes de résineux blancs, de qualité moyenne : report 2021/2020 ;
- Pour les autres coupes : ventes publiques printemps ou automne.

Le conseil municipal approuve à l’unanimité l’Etat d’Assiette des coupes de l’année 2021.

Point 14 – désignation d’un correspondant défense

Considérant l’intérêt de désigner un correspondant défense pour assurer une mission d’information et de sensibilisation de la population aux questions de défense et constituant l’interlocuteur privilégié des autorités militaires et des associations pour l’organisation locale des cérémonies patriotiques, le Conseil Municipal désigne à l’unanimité Monsieur Bruno POLLET, conseiller municipal en tant que correspondant défense de la commune.

Questions diverses

La date retenue pour une visite du haut de la commune par les élus est prévue le lundi 24 aout 15 heures sur place.

La séance est levée à 23 heures.

Le Maire,
Emmanuel HUGUET